

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-B/2

3 octobre 2012

ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROJET DE DÉVELOPPEMENT ARMÉNIE 200128

Développement de l'alimentation scolaire durable

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	3 305 590	4 561 729	7 867 318
Coût total pour le PAM	8 255 290	10 053 450	18 308 740

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

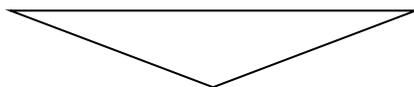
Directeur régional, ODC*: M. D. Belgasmi tél.: 066513-3561

Attachée de liaison, ODC: Mme M. Jaring tél.: 066513-2342

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 10,0 millions de dollars É.-U. pour le projet de développement Arménie 200128, "Développement de l'alimentation scolaire durable"(WFP/EB.2/2012/9-B/2), ainsi que la prolongation de ce projet pour une période de trois ans, du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2016.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Le Gouvernement arménien a exprimé un vif intérêt pour la poursuite de l'alimentation scolaire comme filet de sécurité productif qui contribuera au développement social et économique. La présente révision budgétaire pour le projet de développement Arménie 200128 a pour objet:
 - de prolonger le projet pour une période de trois ans, de 2013 à 2016, afin de permettre au PAM de mener à bien le transfert de la responsabilité des activités d'alimentation scolaire et d'aider le Gouvernement à mettre en place dans ce domaine une politique et un programme durables qui s'inscrivent dans le cadre des priorités et des budgets nationaux;
 - d'élargir la zone couverte par l'alimentation scolaire à des districts administratifs supplémentaires (Ararat, Vayots Dzor et Syunik), et d'ajouter 10 000 bénéficiaires pour atteindre le nombre total de 60 000 élèves du primaire;
 - de fournir 5 508 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, pour un coût de 4,6 millions de dollars;
 - de couvrir les autres coûts opérationnels directs et les coûts d'appui directs, soit un montant supplémentaire de 4,8 millions de dollars; et
 - de disposer d'un montant supplémentaire de 657 700 dollars pour couvrir les coûts d'appui indirects.
2. Au cours de la première année de la prolongation, la majeure partie des produits alimentaires seront importés; il est prévu au cours de la deuxième et de la troisième années d'acheter la plupart des denrées localement. Le Gouvernement continuera de prendre à sa charge les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROJET ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

3. Le projet appuie les politiques d'éducation ouvertes qui assurent l'accès des enfants vulnérables à un enseignement de qualité et encouragent l'assiduité, la poursuite des études et l'apprentissage. Il contribuera à réduire la faim et à promouvoir l'éducation primaire pour tous conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 2¹, en permettant aux enfants des zones rurales pauvres de bénéficier pleinement de l'éducation primaire. Ce projet a pour buts: i) d'améliorer l'accès des enfants à l'éducation primaire; ii) de maintenir des taux élevés d'assiduité; et iii) de faciliter la mise en place d'un programme durable d'alimentation scolaire fondée sur la production locale.
4. Les effets directs attendus sont notamment les suivants: i) l'accroissement de l'accès à l'éducation dans les écoles appuyées par le projet; ii) l'amélioration de la consommation alimentaire des élèves du primaire pendant la durée du projet; et iii) la réalisation de

¹ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous.

progrès dans l'appropriation par le pays de solutions aux problèmes de la faim. Le projet répond aux Objectifs stratégiques 4 et 5².

5. Le projet cible 50 000 élèves du primaire dans 700 écoles situées dans sept districts administratifs. Les repas scolaires sont fournis cinq jours par semaine pendant les 180 jours d'école, sous forme de soupe chaude et de pain enrichi dans les deux tiers des écoles, et de barres aux fruits enrichies dans les établissements où il n'est pas possible de préparer des repas. Les vivres du PAM sont complétés par des fruits et des légumes achetés par les comités parents-enseignants à des petits producteurs locaux, afin d'améliorer la valeur nutritionnelle des repas.
6. Dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement 100532, des activités Vivres pour la création d'avoirs complètent les efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer l'état des écoles qui ne possèdent ni cuisine ni cafétéria.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

7. Malgré les taux élevés de fréquentation scolaire à l'échelle nationale, les abandons et l'absentéisme augmentent en milieu rural. Une étude du Fonds des Nations Unies pour l'enfance a indiqué que les taux d'abandon avaient enregistré une hausse annuelle de 250 pour cent entre 2002/03 et 2004/05, les enfants âgés de 7 à 13 ans étant les plus susceptibles de quitter l'école³. D'après le suivi du PAM, l'assistance alimentaire incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école et elle a permis d'accroître la fréquentation dans les zones qui bénéficient actuellement de l'alimentation scolaire assurée par le PAM. Le Gouvernement a demandé au PAM d'élargir le projet aux districts d'Ararat, de Vayots Dzor et de Syunik en vue de la mise en place de la couverture universelle envisagée pour le programme gouvernemental.
8. D'après le Gouvernement, 300 000 enfants, soit 41 pour cent vivent dans des conditions de pauvreté, proportion largement supérieure aux 36 pour cent enregistrés pour l'ensemble de la population⁴. Compte tenu des prix élevés des denrées alimentaires et de la crise économique prolongée, le Gouvernement est résolu à mettre en place un programme d'alimentation scolaire durable et peu onéreux, qui contribuera à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des enfants et servira de filet de sécurité en période de crise.
9. Le Gouvernement s'est engagé à prendre en main le programme d'alimentation scolaire du PAM, à continuer de couvrir les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, et à financer des projets pilotes d'alimentation scolaire dans un district administratif à compter de 2013/14. En 2011, au cours de l'atelier organisé par les pouvoirs publics et le PAM, auquel ont participé des partenaires de développement:
 - des normes de qualité ont été arrêtées pour un programme national d'alimentation scolaire durable;
 - une évaluation du projet d'alimentation scolaire du PAM et les options relatives au transfert des responsabilités au Gouvernement ont été examinées;

² Objectifs stratégiques: 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

³ Haiyan, H. 2008. School Wastage Study focusing on Student Absenteeism in Armenia. New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance. En 2002/03, 235 élèves âgés de 7 à 13 ans avaient abandonné l'école; ce chiffre a atteint 2 368 en 2003/04 et 3 620 en 2004/05.

⁴ Gouvernement arménien. 2011. Social Snapshot and Poverty in Armenia. Erevan.

- les ressources et les capacités nécessaires, les lacunes à combler et les prochaines étapes à suivre en vue de pérenniser l'alimentation scolaire ont été recensées;
 - les modalités du projet ont été définies; et
 - l'importance des partenariats avec les communautés et les collectivités locales vis-à-vis de la durabilité a été reconnue.
10. Un organe de coordination auquel participent les ministères de l'éducation et de la science, de la santé et de l'agriculture, appuyé par un groupe de travail technique, coordonnera l'alimentation scolaire et guidera l'élaboration d'une stratégie nationale et de ses éléments techniques, juridiques et budgétaires.

FINALITÉ DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

11. En collaboration avec l'organisation non gouvernementale russe Social and Industrial Food Services Institute et d'autres partenaires de développement, le PAM continuera d'aider le Gouvernement à rendre sa politique d'alimentation scolaire opérationnelle, en vue de lui transférer d'ici à 2016 la responsabilité des projets qu'il appuie. Le projet conservera une importante composante concernant le soutien aux communautés et continuera de faciliter l'élaboration d'un programme durable et décentralisé, financé par le Gouvernement.
12. Le transfert au Gouvernement de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par le PAM exigera d'assurer la formation des fonctionnaires, d'appuyer la planification, le suivi et l'évaluation et le développement des systèmes, et de mener des activités de sensibilisation et de plaidoyer. Un plan de transfert des responsabilités, comprenant la description détaillée de l'appui offert par le PAM et un calendrier, sera établi avec le Gouvernement.
13. Le projet ciblera 10 000 enfants supplémentaires, ce qui portera le total des bénéficiaires à 60 000 élèves dans 800 écoles situées dans les régions le plus exposées à l'insécurité alimentaire; il sera également étendu aux districts d'Ararat, de Vayots Dzor et de Syunik. Le PAM continuera de collaborer avec les services chargés de l'éducation à l'échelon des districts, en vue de sélectionner les communautés et les écoles situées dans les zones les plus pauvres et de veiller à ce que des installations adéquates soient en place.
14. Les repas scolaires – repas chauds ou barres aux fruits enrichies – continueront d'être distribués cinq jours par semaine pendant les 180 jours d'école. Dans le cadre de la présente révision budgétaire, il est proposé d'apporter quelques légères modifications à la composante relative aux repas chauds, à la demande du Gouvernement qui souhaite assurer une diversification nutritionnelle dans la perspective du transfert des responsabilités. L'assistance alimentaire du PAM continuera d'être complétée par des fruits et des légumes fournis par les comités parents-enseignants.
15. La stratégie d'exécution et l'assortiment alimentaire pourraient être revus pendant la période de transition, comme convenu par le PAM et le Gouvernement. Les modifications seront dictées par des études telles qu'une enquête de faisabilité portant sur une composante faisant appel aux transferts monétaires ou aux bons, et une évaluation

multipartite des effets bénéfiques de l'alimentation scolaire sur la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants⁵.

16. Les organes chargés de la gestion de l'alimentation scolaire, comme les associations parents-enseignants, continueront de jouer un rôle essentiel dans l'exécution du projet de développement 200128, un appui en matière de suivi étant apporté par le PAM et par le Ministère de l'éducation et de la science. Le suivi à l'échelle régionale et institutionnelle sera maintenu afin d'intégrer les enseignements tirés et les meilleures pratiques.
17. Pendant la première année de la prolongation, la majeure partie des produits alimentaires seront importés. Ensuite, les possibilités d'avoir recours à des denrées produites et transformées localement seront examinées à la lumière de l'étude de faisabilité qui sera menée par le Social and Industrial Food Services Institute.
18. Les vivres achetés au niveau international seront acheminés par train depuis le port de Poti, en Géorgie, pour être livrés à l'entrepôt de Vanadzor. Le PAM conservera son bureau principal à Erevan et son entrepôt de Vanadzor. Les denrées alimentaires seront livrées sur les sites du projet par des transporteurs privés recrutés par appel d'offres, et suivies à l'aide du Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits.
19. Les principaux risques liés au contexte sont les secousses sismiques et les tremblements de terre, l'escalade de l'agitation politique dans la zone contestée du Haut-Karabakh, les catastrophes liées au changement climatique, et la volatilité des prix des denrées alimentaires et des carburants. Un plan d'intervention en cas d'urgence sera mis au point pour faire face à ces risques. Les risques afférents au programme sont liés à la capacité des institutions qui devront intervenir à mesure que le PAM transfèrera la responsabilité de l'exécution au Gouvernement; dans cette optique, en vue d'assurer une viabilité optimale après le transfert, le renforcement des capacités fait partie intégrante de toutes les activités.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Alimentation scolaire	Élèves du primaire (1 ^{ère} à 4 ^{ème} année d'études)	50 000	10 000	60 000

⁵ Le Ministère de la santé souhaite mesurer les niveaux de fer, d'acide folique et de zinc chez les enfants et les mères. Une étude est prévue en 2013 à laquelle participeront le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Institut de la nutrition humaine de l'Université de Columbia et le PAM, afin d'examiner les effets du pain enrichi en fer sur l'état nutritionnel des enfants.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE RÉVISÉE, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)	
	Repas servi à l'école
Farine de blé	130
Sarrasin*	10
Riz*	10
Pâtes*	10
Huile végétale	10
Légumes secs	15
TOTAL	185
<i>Total kcal/jour</i>	700
Nombre de jours d'alimentation par an	180

* Afin de garantir la diversité nutritionnelle, les produits alimentaires seront utilisés en alternance ou par roulement.

BESOINS ALIMENTAIRES

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES PAR ACTIVITÉ				
		Besoins alimentaires (en tonnes)		
Activité	Produits alimentaires/espèces	Besoins actuels	Augmentation	Total après révision
Alimentation scolaire	Aliments composés	5 255	5 508	10 763

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	4 779	3 559 543	
Légumes secs	432	333 936	
Huile et matières grasses	297	668 250	
Total, produits alimentaires	5 508	4 561 729	
Total partiel, produits alimentaires			4 561 729
Transport terrestre, entreposage et manutention ²			–
Autres coûts opérationnels directs			2 089 158
Coûts d'appui directs ³ (voir l'annexe I-B)			2 744 861
Total des coûts directs pour le PAM			9 395 748
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ⁴			657 702
COÛT TOTAL POUR LE PAM			10 053 450

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Ces coûts seront entièrement pris en charge par le Gouvernement.

³ Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

⁴ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	791 490
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	816 325
Personnel local – agents des services généraux	225 882
Personnel local – personnel temporaire	267 863
Prime de risque et de sujétion	2 625
Voyages officiels du personnel	242 375
Total partiel	2 346 561
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	73 800
Charges (électricité, etc.)	4 800
Fournitures de bureau et petit matériel	21 600
Communications	66 000
Réparation et entretien du matériel	7 200
Exploitation et entretien des véhicules	100 800
Aménagement des bureaux et réparations	21 600
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	12 000
Total partiel	307 800
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	30 600
Matériel de communication	46 700
Dépenses locales de sécurité	13 200
Total partiel	90 500
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 744 861

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 3 visé par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement</p> <p>Amélioration de l'accès aux services sociaux et de leur qualité, en particulier pour les groupes vulnérables</p> <p>Effet direct 3.3: Existence de politiques et de stratégies d'éducation ouvertes garantissant que les plus vulnérables ont accès à un enseignement de qualité et poursuivent leurs études</p> <p>Produit 3.3.1: Aptitude accrue du Ministère de l'éducation et de la science aux niveaux national et infranational à assurer l'accès équitable de tous à un enseignement de qualité</p> <p>Produit 3.3.3: Aptitude accrue des autorités compétentes sur le plan national à mieux préparer les enfants, sur le plan de l'éveil, à entrer dans le primaire à l'âge voulu, surtout pour les enfants marginalisés</p>	<p>Indicateurs des effets directs visés par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement</p> <p>Taux d'abandon:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Données de référence: 1,6 % pour tous les groupes d'âge (année scolaire 2004/05) ➤ Cible pour 2015: 0,5 % <p>Taux net de scolarisation et taux net de fréquentation dans les écoles primaires (ventilés par sexe):</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Données de référence: écoles primaires 97,2 % (enquête démographique et sanitaire de 2010), dont 97,3 % pour les garçons et 97 % pour les filles ➤ Objectif pour 2015: 99, 4% pour les écoles primaires <p>Taux brut de scolarisation des enfants (filles et garçons) de moins de 6 ans dans les programmes préscolaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Données de référence (2010): 22 % ➤ Objectif pour 2015: 95 %¹ <p>Dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux, en % du produit intérieur brut:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Données de référence pour l'éducation: 3 % (2008) ➤ Objectif pour 2015: 4 % 	<p>Hypothèse</p> <p>Le Gouvernement est déterminé à améliorer l'accès à l'enseignement et sa qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables</p> <p>Risque</p> <p>Les responsables n'ont pas les capacités suffisantes pour élaborer et appliquer des politiques et des stratégies d'éducation ouvertes, en vue d'assurer un accès équitable à l'enseignement</p>

¹ Dans le cadre du passage à 12 ans de la durée de la scolarité obligatoire, les enfants d'âge préscolaire seront inclus dès 5 ans dans les écoles bénéficiant de l'alimentation scolaire du PAM, d'où la forte hausse de l'objectif fixé (en pourcentage).

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 4.2: Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les élèves (filles et garçons) vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours d'école Cible: augmentation de 100 % du taux de fréquentation dans 80 % des écoles appuyées ➤ Taux d'abandon: nombre de filles et de garçons qui abandonnent leurs études Cible: taux ramené à 0 % dans 80 % des écoles appuyées ➤ Amélioration des résultats scolaires Cible: taux de passage en classe supérieure égal ou supérieur à 70 % dans 80 % des écoles appuyées 	Hypothèses Les autorités locales et nationales s'engagent en faveur de l'amélioration de l'accès à l'enseignement et de sa qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables, et y apportent leur appui Les associations scolaires s'investissent Risque Les fonds gouvernementaux font défaut
Produit 4.2: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire aligné sur le programme de travail	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM Cible: couvrir 100 % des écoles prévues ➤ Nombre d'enfants bénéficiaires, en pourcentage des prévisions ➤ Quantité de vivres fournis, en pourcentage des prévisions 	Hypothèse La capacité d'exécution est adéquate au niveau des écoles et des communautés Risque Les fonds alloués par les des donateurs arrivent tardivement
Effet direct 4.3: Amélioration de la consommation alimentaire des élèves des écoles primaires ciblées pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: maintenir au moins la consommation alimentaire limite grâce à la fourniture de repas nourrissants cinq jours par semaine pendant l'année scolaire 	Hypothèse Les vivres arrivent et sont distribués en temps voulu Risque L'exécution prévue est interrompue par une catastrophe naturelle

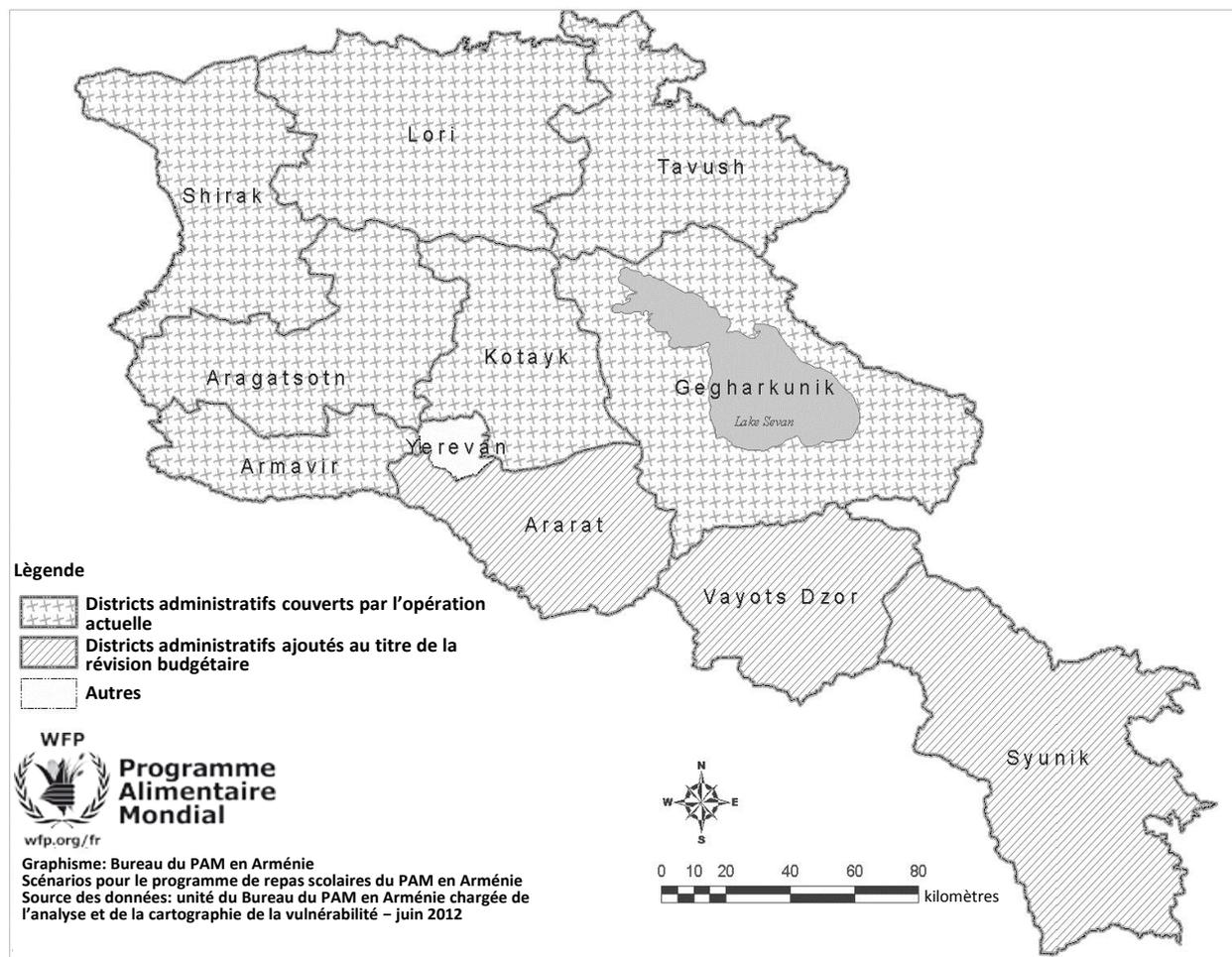
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 5.1: Augmentation des débouchés commerciaux au niveau national grâce aux achats locaux offrant un bon rapport coût-efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays 	<p>Hypothèse Les prix nationaux sont compétitifs</p> <p>Risques Aucune politique adéquate n'est en place pour soutenir la production locale L'effet de levier financier est insuffisant Les prix des denrées alimentaires et des carburants sont instables</p>
Produit 5.1: Produits alimentaires achetés localement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type; quantité de produits transformés 	
Effet direct 5.2: Progrès dans l'appropriation par le pays de solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale Données de référence pour l'indice de capacité nationale: 9 (2012) Cible pour l'indice de capacité nationale: 15 (2016) ➤ Transition en cours vers un programme gouvernemental d'alimentation scolaire: <ul style="list-style-type: none"> i) élaboration de plans d'opérations; ii) respect des échéances convenues; iii) affectation par le Gouvernement d'effectifs suffisants; et iv) allocation de crédits à l'alimentation scolaire 	<p>Hypothèse Le Gouvernement s'engage en faveur d'un programme national d'alimentation scolaire</p> <p>Risque Les services gouvernementaux ont des capacités insuffisantes pour élaborer et mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire et affecter des fonds suffisants</p>
Produit 5.2: Capacités et sensibilisation accrues grâce aux activités menées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de projets d'assistance technique appuyés par le PAM en vue de renforcer les capacités nationales en matière de: <ul style="list-style-type: none"> i) transfert de savoirs et apprentissage, par le biais d'études et de stages de formation; ii) appui à la planification et au suivi et à l'évaluation; iii) activités de sensibilisation et de plaidoyer; et iv) développement et amélioration des systèmes 	



ANNEXE III

PROJET DE DÉVELOPPEMENT ARMÉNIE 200128

Ciblage géographique



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.